

Le mot des élus

Catherine Guiloineau, Adjointe au Maire du 13^e
Chargée des affaires scolaires et périscolaires

Le passage de l'école républicaine à une école démocratique de masse a bousculé les principes fondateurs de notre Ecole française, laïque, gratuite et obligatoire, centrée sur la discipline scolaire, et s'adressant avant tout à des élèves, et pas à des enfants ou adolescents, dont les enseignants incarnaient les valeurs supérieures de la République.

L'école est devenue un espace démocratique de fait, marqué par l'afflux de nouveaux publics scolaires : le mouvement de massification de l'école a en effet permis à de nouvelles catégories d'enfants issus notamment de milieux sociaux défavorisés, d'atteindre des niveaux de formation dont ils se trouvaient précédemment injustement écartés.

L'ensemble de ces transformations a entraîné trois changements majeurs en termes de vie scolaire : les problèmes de la vie juvénile et de l'adolescence sont entrés à l'école, les problèmes sociaux également, les diplômes se sont multipliés et leur nature a changé. D'où l'urgence d'ouvrir des chantiers novateurs pour que l'école tienne la promesse républicaine d'égalité scolaire.

L'octroi de moyens supplémentaires

La mise en place d'un véritable ciblage des moyens en faveur

des écoles faisant face aux plus lourds handicaps – 25% de plus que la dotation ordinaire – est la mesure phare des propositions de réussite éducative et culturelle du pacte présidentiel. Alors que M. de Robien a ramené à 249 le nombre d'établissements habilités à recevoir les aides de l'éducation prioritaire, alors

qu'une partie des jeunes est poussée vers la porte dès 14 ans et que chaque année 150 000 élèves sortent du système sans qualification, Ségolène Royal propose aussi qu'en ZEP les effectifs des CP et des CE1 soient réduits à 17 élèves par classe ce qui permettra de réduire de près de 45% l'inégalité entre ZEP et hors ZEP aux tests de mathématiques d'entrée en CE2. C'est un exemple. C'est concret et tangible !

La pratique artistique et sportive

Parallèlement aux savoirs fondamentaux, bagage commun indispensable à chaque élève au sortir de l'élémentaire, des dispositifs diversifiés doivent être imaginés ainsi que des rythmes d'apprentissage différenciés et des approches personnalisées. Pour cela, la présence de nouveaux adultes dans l'école est nécessaire, dont l'intervention de plusieurs professeurs en dernière année d'élémentaire. L'articulation élémentaire/collège est une des clés de la réussite scolaire pour

les élèves de 6^e. Les arts à l'école et au collège sont un enjeu majeur, c'est par la pratique culturelle et notamment des arts visuels et plastiques que chacun se forge sa personnalité et se découvre des talents. A Paris, grâce aux professeurs d'éducation musicale, d'arts plastiques et d'éducation sportive, les élèves acquièrent des connaissances et des pratiques collectives épanouissantes et nous savons tous que les adolescents n'ont jamais eu autant besoin qu'aujourd'hui d'accéder à la pratique sportive.

Le pacte présidentiel, notre projet socialiste, est celui de la réussite éducative parce que nous avons conscience de défendre, avec l'éducation pour tous, un modèle de société qui doit préparer à l'exercice d'une citoyenneté pleine et entière, qui doit donner une qualification permettant de trouver un emploi, et permettre aussi l'exercice libre de la raison et l'épanouissement individuel.

Ensemble nous re-férons de l'Education Nationale la première priorité parce que le moment est venu de poser, de manière sereine mais ferme, les questions essentielles et de reformuler les missions fondamentales de l'Ecole républicaine.



Le pacte présidentiel

#4



Le Bulletin des socialistes de la Butte aux Cailles

7
200
0
2007
m
a
r
s

Le bulletin des socialistes de la section Paris 13^e Ouest

Editorial

Par Philippe Moine, secrétaire de section

Tout commence à l'école ! Pour faire reculer le chômage en garantissant un haut niveau de formation, pour lutter contre les inégalités croissantes et reconquérir les territoires perdus de la République en restaurant l'égalité des chances, pour combattre la montée des communautarismes en faisant prévaloir la laïcité et la tolérance, l'école publique est au cœur de notre combat.

alloués, supprimant des milliers de postes d'enseignants et de surveillants et favorisant ainsi la multiplication des

million de manifestants défilaient à Paris contre le projet du Ministre de l'éducation nationale du gouvernement Balladur, visant à réformer la loi Falloux pour accroître le financement public de l'enseignement privé, au détriment de l'école publique. Ce Ministre s'appelait... François Bayrou.

Elue Présidente de la République, Ségolène Royal fera



Ségolène Royal Présidente



situations d'échec, voire même la montée des violences en milieu scolaire. Et à l'heure où tel candidat « centriste » à l'élection présidentielle cherche à entretenir la confusion dans le débat public, nous n'oublions pas que c'est le Ministre UDF de l'Education nationale, Gilles de Robien, qui conduit aujourd'hui cette politique de régression.

à nouveau de l'école la priorité de la nation et seul le Pacte présidentiel qu'elle nous propose est à la mesure de l'immense défi à relever. **Le 22 avril et le 6 mai, nous comptons sur vous !**

Mercredi 4 avril à 20h
**Réunion-débat avec
Hubert Védrine**

"la place de la France
dans le monde"
au FIAP, 30 rue Cabanis

Mercredi 28 mars à 20h
**Réunion publique de
soutien à Ségolène Royal**
Cinéma les 7 Parnassiens,
98 bd du Montparnasse
Avec Dominique Bertinotti (Maire du 4^e), Vincent Peillon (Député européen), Pierre Castagnou (Maire du 14^e) et Serge Blisko (Député Maire du 13^e)

Depuis 2002, la droite au pouvoir n'a cessé de remettre en cause les moyens qui lui sont

Nous n'oublions pas non plus qu'en janvier 1994, plus d'un

Adhérez au comité de soutien de Ségolène Royal dans le 13^e sur www.ps-paris13ouest.org.
Parti Socialiste 13^e Ouest - 41 rue Bobillot, 75013 Paris • Email : section@ps-paris13ouest.org

« Avec moi, l'éducation, encore l'éducation, toujours l'éducation, l'éducation sera au cœur de tout et en avant de tout »

Discours de Villepinte, 11 février 2007

Les propositions de Ségolène Royal sur l'éducation

Reconnaître la mission fondamentale des enseignants

« Nous pouvons être fiers de notre école. Nous devons être fiers de tous ceux qui y travaillent et qui s'y dévouent sans relâche. »

- Des Etats Généraux des enseignants seront organisés, pour améliorer des conditions de travail dans l'école et préparer un plan pluriannuel de recrutement des enseignants. Les moyens financiers et humains investis seront stabilisés, et ne dépendront plus des aléas de la conjoncture économique. La présence adulte dans les établissements sera renforcée, y compris par la présence, si nécessaire, d'un deuxième adulte dans les classes.
- Le droit à l'innovation, à l'expérimentation sera reconnu, sans inspection tatillonne ; ce travail sera rémunéré. Le travail en équipes pédagogiques sera favorisé.

S'attaquer aux inégalités dès le plus jeune âge

« L'École, c'est sa mission la plus noble, peut réparer ces inégalités, et doit en avoir les moyens »

- Pour s'attaquer à l'échec scolaire à la racine, l'obligation scolaire sera fixée à 3 ans, et un service public de la petite enfance sera institué avant cet

âge. Tous les enfants devront être accueillis à l'École, y compris les enfants en situation de handicap, en rétablissant le plan Handiscol, créé par Ségolène Royal, alors Ministre de l'Enseignement Scolaire.

Instaurer le soutien scolaire individualisé gratuit

« La véritable inégalité est là, entre les parents qui ont les moyens culturels ou financiers d'aider leurs enfants, et ceux qui ne les ont pas. »

- Le soutien scolaire individualisé sera assuré par des



enseignants, qui auront droit à une rémunération supplémentaire et à des locaux adaptés, et par des répétiteurs. Les étudiants, en contrepartie de l'allocation d'autonomie, auront l'obligation d'apporter une aide scolaire gratuite aux élèves en difficulté.

Repenser l'orientation

« Je crois que toutes les formes d'intelligence conceptuelle,

concrète, sensible, manuelle s'imbriquent et se nourrissent l'une de l'autre »

- Des cycles de transition seront ménagés pour éviter les orientations brutales et irréversibles. Des lycées des métiers seront institués où les filières techniques et professionnelles seront autant considérées que les filières classiques.
- L'apprentissage à 14 ans sera supprimé. L'apprentissage, inséré dans le parcours scolaire, pour initier les collégiens au travail manuel, deviendra une véritable voie de formation.

Réformer la carte scolaire

« L'égalité des chances est pour partie un leurre et la ségrégation scolaire aggrave les ségrégations sociales et spatiales. »

- Elle sera redécoupée pour que les secteurs soient plus hétérogènes, et que chaque famille ait le choix entre plusieurs établissements. Les gros collèges seront divisés pour qu'aucun d'entre eux ne dépasse 600 élèves. Les moyens seront mis là où ils sont nécessaires : dans les ZEP, le nombre d'élèves en CP et CE1 sera fixé à 17 ; la dotation aux établissements par élève en difficulté sera fixée à 25% de plus que la dotation ordinaire.

L'éducation, c'est l'affaire de la famille, de l'école, mais aussi d'associations de quartier. Elles sont particulièrement nombreuses dans le 13^e arrondissement. Nous avons interviewé Anne-Lise Schmitt, responsable des ateliers périscolaires aux *Amis de la Bienvenue*. Présentation d'une approche originale, et confrontation avec les propositions de Ségolène Royal :

ALS : En préambule, je tiens à dire que l'éducation est, à mes yeux, l'élément le plus important de toute politique de gauche. Dans ce schéma, le soutien scolaire est indispensable. En effet, les enfants ne naissent pas égaux en terme de « capital culturel ». Si la République tend à garantir l'égalité dans l'enceinte de l'école, il est évident que toutes les familles ne peuvent pas apporter la même qualité de suivi à la maison. L'action d'intervenants extérieurs s'impose alors.

PS 13^e Ouest : En quoi la démarche des *Amis de la Bienvenue* est-elle différente ?

ALS : Notre ambition va au-delà d'une simple « aide aux devoirs » et nous n'avons pas les yeux rivés sur les résultats scolaires. Nous cherchons plutôt à développer l'autonomie, l'esprit d'initiative et le goût d'apprendre. J'ai toujours été claire sur ce point avec les familles et les premières réticences ont vite été levées. Nous essayons également de développer des activités moins scolaires comme la pratique

des arts plastiques. Enfin, il nous est paru indispensable d'avoir un atelier consacré à l'orientation professionnelle.

PS 13^e Ouest : Comment réagissez-vous à la proposition de Ségolène Royal d'instaurer un soutien scolaire gratuit pour tous ?

ALS : C'est une bonne idée, mais cela suppose des moyens et une bonne organisation. J'invite le PS à s'appuyer sur les associations de quartier pour mettre en place ce soutien scolaire. Les associations ont, à mes yeux, une souplesse et une qualité d'écoute plus glo-



bale et moins sectorisée que les institutions publiques. Bien évidemment, il faudra les aider en fournissant des locaux, un budget de fonctionnement et la capacité d'avoir une équipe formée et si possible salariée. Je note aussi la proposition de Ségolène Royal de créer un service civique pour les jeunes. Certains d'entre eux pourraient tout à fait être mis à contribution dans le cadre de ce programme de soutien scolaire gratuit. J'insisterai juste sur la nécessité de leur offrir une for-

mation préliminaire. Le bénévolat ne doit pas se départir d'un certain professionnalisme. Il me semble enfin qu'un tel dispositif pourrait garantir une plus grande mixité sociale en obligeant les jeunes diplômés, et ce quel que soit leur bagage et parcours scolaire, à rencontrer des enfants de tous les milieux. Cela pourra également participer à l'orientation des enfants en les confrontant à des formations scolaires différentes et justifiées.

PS 13^e Ouest : Pour vous, les associations doivent donc constituer le pilier de cette mesure ?

ALS : Nous travaillons à la fois en étroite collaboration avec les assistantes sociales scolaires (plus spécialement celles du sud du 13^e arrondissement) et avec les parents. Je pense qu'il est important que les structures associatives proposent aussi un espace d'écoute pour les parents, en plus de ceux qui existent au sein de l'école ou de structures médico-sociales. Je m'en suis particulièrement rendu compte lors des « groupes de parole » que nous avons mis en place, il y a de cela 2 ans. Ces rencontres, organisées entre des psychologues, les parents et les animateurs de notre association, sont de formidables moments de liberté et d'échange. C'est certainement le cadre qui n'est ni formel, ni administratif qui permet de mettre à l'aise des parents d'origine étrangère pour la plupart et ne maîtrisant pas bien le français.

Les Amis de la Bienvenue • 17 rue de la Butte aux Cailles • www.la-bienvenue.org

Accueil tous les mercredis de 10h à 12h et de 16h à 18h - Renseignements : 01 45 81 60 02
L'association des *Amis de la Bienvenue* accueille 65 enfants. 20 animateurs (de 20 à 70 ans) y animent plus de 15 ateliers. Au moins 10 nationalités y sont représentées.

Étudiante cherche à partager culture désespérément...

L'école va mal, l'université va mal, la solidarité va mal. Voilà les trois constats qu'on fait rapidement lorsqu'on parle du soutien scolaire. Des agences de cours particuliers, maisons closes d'étudiants, au bénévolat en ZEP ; des conseils en orientation aux tuyaux entre étudiants, faire du soutien scolaire est parfois un parcours du combattant, une façon de mettre du beurre dans les épinards, ou une expérience personnelle bouleversante.

Aujourd'hui étudiante en master 2 d'histoire, j'ai rencontré en cinq ans toutes sortes d'élèves, de parents, d'employeurs et de systèmes ; parfois révoltants, souvent prometteurs.

J'ai poussé plus d'une fois la porte d'une agence de professeurs particuliers, mais jamais travaillé par leur intermédiaire puisque je n'ai jamais accepté de me plier à leur conditions et à leur modèle. Leurs publicités dans le métro promettent efficacité, probité et résultats



garantis, ils feront de vos enfants des Hugo ou des Einstein. Mais face aux étudiants, ceux qui seront les professeurs, les agences ont les dents beaucoup plus longues.

Certaines offrent à leurs clients des cours gratuits, en imposant à l'étudiant deux heures de travail non rémunéré à chaque nouvel élève. Le tarif proposé aux parents est le double de celui qui sera versé à l'étudiant. Les contrats comprennent une clause qui prévient l'étudiant d'une amende de 5000 euros en cas d'entente directe avec les parents. Enfin, les agences veulent de nous que l'on suive le programme à la lettre ; programmes qu'ils nous vendent avec les exercices qu'ils veulent que nous utilisions, l'achat de l'outil de travail est donc obligatoire.

N'ayant pu trouver aucun contrat acceptable, j'ai décidé de me lancer "à mon compte", de me trouver des élèves toute seule, et de bosser "au black". Les parents qui emploient des étudiants de cette façon le font pour ne pas avoir à les déclarer. Il est donc très difficile de les convaincre, même après plusieurs années de service, de régulariser la situation, donc ni cotisation ni surtout fiche de paie.

Les parents que j'ai rencontrés dans ce cadre ont tous l'angoisse que leur enfant soit incompris par l'école publique. Ils sont beaucoup, malheureusement, à voir dans leur chérubin un génie, qui, selon le mythe d'Einstein, n'a de mauvais résultats scolaires que parce qu'il s'ennuie en cours. Tous les parents sans exception m'ont demandé d'aller plus vite et plus loin que le programme suivi par les profes-

seurs. Il faut alors réussir à ménager la chèvre et le chou, satisfaire les parents, mais tout en s'adaptant à des enfants qui ont plus ou moins de difficultés scolaires. La situation devient particulièrement difficile lorsque les enfants ont été persuadés par le discours parental ; ils remettent alors en doute les capacités de leurs professeurs. Par ailleurs, les cours particuliers non déclarés m'ont appris à imposer mes conditions et mes règles. Certains parents m'ont clairement expliqué que « la situation estudiantine actuelle étant dramatique », je devais me satisfaire et être heureuse d'être payée comme une baby-sitter, ou encore qu'il me fallait faire du ménage, des cours de solfège, etc. en plus du suivi scolaire.

Il m'a fallu expliquer aussi que le but du suivi scolaire est d'apprendre, *in fine*, à l'enfant à savoir et à aimer travailler seul, et non de faire lui ingurgiter ses leçons. Étrange paradoxe de ne pas faire confiance à l'école, tout en habituant son enfant à l'assistantat.

Le grand absent des cours particuliers est l'enfant. La demande ne vient jamais de lui. Qu'il ait besoin de soutien ou non, il n'est pas interrogé sur la façon dont il voudrait être aidé : par qui, pour combien de temps, comment, et dans quelles matières. Bien sûr il a son mot à dire lors de la sélection du futur professeur, mais n'est pas impliqué dans le choix des buts à atteindre, ou des méthodes utilisées.

J'ai eu la chance, en master 1, de devenir tutrice d'histoire pour les étudiants de licence de mon université. Cet emploi est rémunéré et peut être

reconnu dans le cursus universitaire comme un stage. Du lundi matin au vendredi soir et toute l'année universitaire, une permanence est assurée pour les étudiants qui peuvent venir y poser les questions les plus variées : de méthode, de cours ou de fonctionnement de la fac (et même "bons plans étudiants", crise de doute, cri du cœur...). J'ai découvert depuis que cette initiative est loin d'exister dans toutes les facs. Pourtant quoi de plus nécessaire pour les étudiants, en sciences humaines par exemple, qui n'ont d'autre avenir que celui d'enseigner, que d'avoir une expérience dans cette forme de soutien ; et quoi de plus nécessaire pour les jeunes bacheliers qui débarquent dans ces usines que sont les universités, dont les administrations sont débordées et les professeurs trop peu disponibles, qu'un lieu où ils trouveront toujours un "ancien" pour les aiguiller et les rassurer.

Ils ne sont pas d'ailleurs les seuls à chercher à être rassurés. J'ai quelques fois dépanné des amis et voisins dont les enfants passaient le bac et souhaitaient quelques cours particuliers de méthode avant



les épreuves. Les préoccupations de ces futurs bacheliers concernaient principalement leur orientation, et non leur examen. Tous avaient été déçus par les conseillères qu'ils

avaient pu rencontrer au lycée ou au CIDJ. « Comment c'est la fac ? C'est dur ? On trouve du boulot ? Comment choisir ses options ? Erasmus c'est si bien que ça ? Il y a des stages ?... » À quand des journées étudiantes dans les lycées ?

“ M. Sarkozy cherche à nous convaincre que la solution à tous nos maux est « travailler plus pour gagner plus ». Je doute sérieusement de cette solution miracle, et je lui réponds : partager plus, c'est gagner tellement plus. ”

Au lieu de faire envoyer des dossiers d'orientation aux facs au mois de janvier, à des lycéens qui ne savent déjà pas ce qui les attend, et dont les réponses peuvent tuer des vocations dans l'œuf.

Lors des événements dans les banlieues, en hiver 2005, je me suis posé pas mal de questions. Pourquoi une telle haine ? Mais comment ne pas être en colère quand on n'a rien, et que d'autres ont tout ? J'ai alors réalisé que la connaissance était la vraie richesse, inaliénable, et indéfiniment partageable. Je pouvais offrir tout ce que j'avais, et rester aussi riche, si ce n'est plus, avant qu'après. J'ai expliqué à un de mes professeurs de collège que j'avais du temps à offrir, et que je souhaitais faire du soutien bénévole. Il ne connaissait aucune association bénévole de soutien, ce qui prouve que le lien école-association reste à faire ; et m'a alors proposé de travailler avec deux élèves en grave difficulté,

sous réserve d'accord des parents. La mère d'un des deux m'a téléphoné peu après en me promettant la fortune si son fils obtenait le brevet. J'ai tenté de lui expliquer qu'elle se trompait de direction, mais finalement l'élève n'est jamais venu à nos rendez-vous. L'autre élève, une très jeune fille sans-papiers, ne parlant que très peu le français, m'a accordé sa confiance. Pendant 6 mois, le collège a accepté de me prêter une salle, en toute illégalité. Je n'avais jamais eu une élève aussi motivée, nous étions toutes les deux libres de travailler comme nous l'entendions. De La Fontaine à Rimbaud, en passant par Homère, elle a appris le français, j'ai appris à enseigner et surtout à aimer transmettre.

Le proviseur du collège m'a alors proposé un poste d'auxiliaire. Le statut de ZEP du collège lui avait permis de recevoir des aides pour proposer trois heures hebdomadaires de soutien scolaire en groupe basé sur le volontariat. J'ai donc, pendant un trimestre, aidé une dizaine d'élèves de classes mélangées. Ils étaient là parce qu'ils le voulaient, et moi j'étais utile. Les étudiants qui m'ont dit vouloir faire la même chose, de façon bénévole sont si nombreux que les Acadomia et autre Profadom ont du souci à se faire.

M. Sarkozy cherche à nous convaincre que la solution à tous nos maux est « travailler plus pour gagner plus ». Je doute sérieusement de cette solution miracle, et je lui réponds : partager plus, c'est gagner tellement plus.

Lucie Moncuquet